

maient un grand nombre d'officiers, Auvergne et Piémont se rencontraient encore, et de plus belle la sanglante discussion renouait. Ceux qui, moins heureux, étaient restés au régiment, dans un jour d'ennui, se retrouvaient au fond de leurs souvenirs un mot, une allusion, qu'autrefois ils avaient négligé à relever. Alors ils demandaient satisfaction à celui qui s'en était rendu coupable. Au premier signal, les deux adversaires et leurs témoins arrivaient au rendez-vous, à mi-chemin de l'une et l'autre garnison. L'affaire était axée, le survivant repartait au plus vite, en grand souci d'expliquer son absence à son colonel, qui, naïf ! fermait les yeux, parce que lui aussi, c'était d'Auvergne ou de Piémont. Le duel était une loi fatale, à laquelle on obéissait quiconque avait porté ou portait le parement violet d'Auvergne ou le parement noir de Piémont. Bien plus, la querelle menaçait de devenir générale. Les autres régiments la discutaient. À la cour, à la ville même, il fallait absolument être ou d'Auvergne ou de Piémont. De dispute en dispute, la haine s'était glissée dans les cœurs et rendait vaine toute tentative de réconciliation. L'orgueil froissé, l'amour-propre excité par tant de provocations et de violences, s'ajoutaient à la cause première. L'innocence de M. de Lormel n'était plus qu'un prétexte à satisfaire des rancunes qui rennaissent sans cesse, comme l'incendie jaillit tout à coup d'une cendre brûlante.

S. M. le roi Louis XV avait bien des petits défauts, mais il avait aussi une grande qualité : il comprenait à merveille et avait précieusement conservé le rôle chevaleresque du caractère français. Monsieur le maréchal, dit-il un jour au ministre qui lui parlait de tout ce tumulte, vous avez eu tort de faire rentrer ces deux régiments. Un moment d'enthousiasme et d'entraînement fera plus pour les reconcilier que toutes ces fausses mesures. Il faut les renvoyer au plus vite aux foyers, sous les ordres de quelque vaillant officier qui ne leur laisse pas un moment de repos.

Sire, reprit le ministre de la guerre, justement j'envoie des troupes à Cassel,

si Votre Majesté l'ordonne, ces deux régiments en feront partie.

Avez-vous là quelque officier général de leur connaissance ?

Il y a là le marquis de Castries ; ils ont combattu sous ses ordres à Lutzelberg et à St. Goar.

Castries ! N'en cherchez pas d'autres s'écria le roi ; renvoyez lui l'Auvergne et Piémont, il les reconciliera.

La marche des deux régiments fut combinée de façon que le même jour, à la même heure, ils se rangeaient en bataille sur le front de bandière, au bruit de leurs tambours et de leur fifres, d'un air d'harmonie guerrière ; comme s'ils eussent voulu s'adresser un premier cartel.

L'instant d'après, M. de marquis de Castries arrivait au galop d'un magnifique andalous.

Il s'arrêta court en ayant du centre de la ligne, saluant les drapeaux mutilés qui s'inclinaient devant lui ; puis il resta quelques moments à contempler les magnifiques bataillons, dont les longues lignes immobiles s'alignaient sous l'esponton des officiers.

Le roi avait dit vrai.

S'il était un homme, à coup sûr, qui pût amener ces deux irréconciliables ennemis à se donner la main, c'était le marquis de Castries.

Eugène-Gabriel de Lacroix, marquis de Castries, jeune encore, avait déjà un passé glorieusement rempli ; il pouvait parler avec autorité à de braves soldats : ses cicatrices portaient le nom d'une victoire ; il avait la haute taille, l'aspect énergique d'un chef d'armée, un grand air de bienveillance et d'autorité.

Il passa devant les rangs au pas de son cheval, appelant par leur nom la plupart des soldats, disant une parole amicale ou flatteuse à chaque officier.

Il fit ensuite former le carré, rappela en quelques mots la gloire qu'ils avaient acquise en commun, exprimant en même temps l'espérance de voir renaitre l'émulation de valeur et de haut faits, la seule qui fût digne de si braves soldats.

Lorsqu'il eut cessé de parler, les pré-